



**HAL**  
open science

## Modes d'habiter sous contraintes. Migrantes boliviennes dans les métropoles (Espagne - Etats-Unis)

Virginie Baby-Collin

► **To cite this version:**

Virginie Baby-Collin. Modes d'habiter sous contraintes. Migrantes boliviennes dans les métropoles (Espagne - Etats-Unis). *Historiens et géographes*, 2012, 419, pp.139-143. halshs-00784431

**HAL Id: halshs-00784431**

**<https://shs.hal.science/halshs-00784431v1>**

Submitted on 4 Feb 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Version préliminaire, article paru dans *Historiens et géographes*, n° 419, 2012, dossier « Façons d'habiter les territoires de la ville aujourd'hui », coordonné par Colette Vallat, Nathalie Lemarchand, Michel Lesourd, pp. 139-143

**Modes d'habiter sous contraintes.  
Migrantes boliviennes dans les métropoles (Espagne - Etats-Unis).**

Virginie Baby-Collin

Aix Marseille Université, UMR 7303 Telemme, MMSH, Aix en Provence, France.

Résumé

Habiter la métropole sans y être chez soi, s'inscrire dans un espace social en n'y ayant guère de droits, échafauder un rapport au monde positif et situé, quand les familles transnationales sont séparées sans possibilité de circuler : ce texte envisage comment les migrantes andines construisent, à Madrid ou Washington D.C., des modes d'habiter sous contraintes.

Abstract

**Dwellings under pressure. Bolivian immigrant women in the metropolis (Spain, USA.)**

This paper contemplates the ways Andean women immigrants are working on building, in Madrid or Washington D.C., dwellings under pressure : without feeling at home, in social spaces where they may have no rights, where they may be parted from their families without being able to circulate.

**Introduction**

Dans un monde en mouvement, décrit comme celui de l'ère des mobilités généralisées, comment se recompose la notion d'habiter ? Comment le migrant international, qui change de lieu et de pays de résidence, « habite-t-il » ? Dans sa *Sociologie des mobilités*, J. Urry questionne la façon dont les formes contemporaines de l'habiter s'accommodent des mobilités, mais aussi dont les migrants, entre ici et là-bas, concilient « appartenir à et voyager » (2005 : 159), ou élaborent un « habiter dans le voyager » (136). Cette interrogation rappelle les évolutions de la littérature sur l'immigration : l'intégration / exclusion et l'assimilation des immigrés, critiquées pour leur focale trop exclusivement portée sur la société d'accueil, y ont été renouvelées par le prisme transnational qui, via des travaux sur le « champ social transnational » (BASCH et al., 1994) ou les « espaces sociaux transnationaux » (FAIST, 1998), envisagent les « migrants » à partir de leur mobilité, dans leurs espaces d'origine, de transit, de destination.

Réfléchir sur l'habiter des migrants depuis la perspective des métropoles où ils résident

requiert ainsi la prise en compte de l'éventuelle dimension transnationale de leurs vies quotidiennes. Cette attention est déterminante dans le cadre d'une analyse de genre. Actrices de plus en plus importantes des migrations internationales (DONATO K. et al., 2006, MOROKVASIC-MULLER et al., 2003, ROULLEAU BERGER, 2010), les femmes représentent désormais près d'un migrant sur deux, et constituent dans certains cas des collectifs numériquement dominants, voire écrasants<sup>1</sup>. Outre les regroupements familiaux, dans le champ des migrations de travail dites non qualifiées, les femmes répondent à une demande croissante de l'économie du care et de la domesticité, liée à la globalisation des chaînes de soin (EHRENREICH B., HOCHSCHILD A., 2003). Ces mobilités entraînent des ajustements familiaux complexes, notamment quand les enfants restent au pays, et ont favorisé l'émergence d'une littérature sur les familles transnationales (BRYCESON, VUORELA, 2002, RAZY, BABY-COLLIN, 2011).

A partir d'une recherche menée auprès de migrants issus des pays andins, je pose ici la question de l'habiter de migrantes boliviennes, issues des migrations de travail, résidant dans les régions métropolitaines de Madrid (Espagne) et de Washington D.C. (Etats-Unis)<sup>2</sup>. Une dizaine de cas de femmes boliviennes a été extraite pour construire l'analyse<sup>3</sup>. Agées de 30 à 65 ans au moment des entretiens, elles ont une expérience migratoire allant de 3 à 25 ans<sup>4</sup>. Leurs situations familiales sont diverses (célibataires sans enfants, mamans, grands-mères), leurs configurations migratoires variées (dans une palette allant du regroupement familial dans le pays d'accueil à la migration individuelle laissant enfants à charge et parents en origine), leur réussite en migration inégale (certaines ont des conditions de vie précaires, d'autres ont pu consolider leur vie professionnelle et personnelle), leurs statuts juridiques différenciés (clandestines, avec visas ou double nationalité). Rencontrées à Madrid, en Bolivie ou dans le grand Washington D.C., elles présentent des modes d'habiter hétérogènes, qui attestent de différentes formes d'intégration ou de dépassement des contraintes que leur migration a impliqués.

Leur capacité à « habiter », inscrite dans de fortes contraintes, apparaît étroitement liée à leurs configurations familiales comme à leur statut dans le pays d'accueil, souvent discriminé quand il s'agit d'étrangères, de clandestines, ou de domestiques. Dans les métropoles contemporaines, marquées par un creusement des inégalités, notamment dans l'accès à la ville, ces femmes mettent en évidence les tensions d'un habiter qui passe souvent par un logement sans chez soi, une inscription sociale souffrant d'invisibilité ou de

---

<sup>1</sup> Le cas des migrations féminines Philippines est le plus connu (PARREÑAS, 2005). En Espagne, la migration latino-américaine est majoritairement féminine (53%) ; la migration bolivienne plus encore (56%) – BABY-COLLIN ET AL., 2009, OSO CASAS, 2008.

<sup>2</sup> Recherche menée dans le cadre d'un programme PICS franco-argentin « Itinéraires de migrations et trajectoires de mobilité des migrants andins (Colombiens, Equatoriens, Boliviens, Péruviens) dans les métropoles, une comparaison Madrid / Barcelone / Buenos Aires », dirigé par G. CORTES et S. SASSONE (2007-2011) ; puis dans le cadre d'une délégation CNRS aux Etats-Unis (2010-2012).

<sup>3</sup> Environ 75 entretiens ont été réalisés en Espagne, en 2009 et 2010 (hommes et femmes migrants, majoritairement Boliviens) ; une quinzaine en Bolivie et dans la mégalopolis états-unienne, en 2011.

<sup>4</sup> Nous avons exclu les individus trop récemment arrivés, dont l'instabilité de l'habitat est spécifique.

déni, et un rapport au monde tiraillé entre deux univers distants.

## 1. Résider : un logement sans « chez soi » ?

La résidence, l'un des premiers soucis des migrants, point de départ de l'habiter, est fréquemment caractérisée par une instabilité qui amène à changer souvent de lieu de résidence au gré des opportunités de logement et d'emploi. De fortes mobilités résidentielles rendent difficile la construction d'un environnement familial, l'appropriation de l'espace d'un quartier, échelle de proximité fondamentale de l'habiter (DE CERTEAU et al., 1994).

*Wendy, 35 ans, à Madrid depuis 3 ans, a ainsi changé huit fois de logement depuis son arrivée, ce qui est lié à sa précarité financière, son instabilité professionnelle, son absence de papiers, et à l'évolution de sa vie privée (arrivée seule, elle s'est depuis mise en couple avec un Equatorien, et a eu récemment un bébé). Elle est passée par l'hébergement chez une cousine, l'installation comme interna<sup>5</sup> au domicile d'un employeur, la sous-location de plusieurs chambres partagées, d'abord avec une amie, puis avec son nouveau conjoint (les déménagements étant liés à des conflits, des changements d'emploi, des contraintes financières) ; après sept logements dans différents quartiers de la ville de Madrid, elle s'est installée pour la naissance de son enfant dans une banlieue lointaine, où le couple a pu louer un petit appartement en propre ; le prix de l'éloignement est cependant cher en termes de transports pendulaires, et le couple envisage de revenir à Madrid. Cette très grande mobilité, plus subie que choisie, contribue à ce que Wendy ne se sente toujours « chez elle » nulle part.*

La précarité n'est pas forcément un obstacle à la construction d'un chez soi : des situations de squat, logements précaires s'il en est, peuvent déboucher sur des modes d'appropriation (BOUILLON, 2009). Mais la colocation et la grande promiscuité dans les logements, très fréquentes parmi les migrantes rencontrées à Madrid<sup>6</sup>, sont un obstacle à cette édification. Les loyers sont chers, l'obtention d'un bail compliquée, d'autant plus pour les clandestines, et les appartements, comme les chambres en leur sein, objet d'une économie parallèle de sous-location, sont partagés. Les regroupements par origines sont fréquents, afin que le partage du peu d'espace offert par un petit bout de chambre commune soit réalisé avec une personne aux pratiques culturelles proches. Mais l'habiter à partir d'un domicile exigu et d'un espace personnel réduit à un lit et une armoire est difficile à consolider, et le logement est un lieu de passage plus que d'ancrage.

La promiscuité est toutefois souvent préférée au statut d'*interna*, car la location même partagée offre des garanties de liberté que la résidence chez l'employeur met en péril. Ce mode de logement pourtant fréquent répond à une demande forte, qu'il s'agisse de

---

<sup>5</sup> En Espagne, employée à demeure vivant au domicile de l'employeur.

<sup>6</sup> Situations que l'on retrouve aussi classiquement dans les migrations de travail masculines, aux Etats-Unis ou ailleurs, que le logement soit pourvu par l'employeur (lits superposés dans des maisons de chantier, chambres partagées dans les fermes agricoles) ou à l'initiative des migrants (maisons ou appartements partagés).

s'occuper de l'entretien d'une maison, des jeunes enfants, ou de personnes âgées. Les salaires sont bas, les conditions de travail difficiles, avec de fréquentes situations d'abus (heures de travail flexibles jour et nuit, agressions verbales ou physiques, et très grande vulnérabilité des employées, souvent sans papiers). Ce statut est fréquemment envisagé comme une étape transitoire avant une forme de reprise de liberté, même s'il peut se prolonger. La construction d'un chez soi y est d'autant plus compliquée que l'employeur est le logeur et réside sous le même toit.

Ces logements sous contraintes sont cependant acceptés d'autant mieux quand on a laissé derrière soi des enfants et une famille à nourrir. Les *internas* sont de ce point de vue celles qui, proportionnellement à leurs revenus, économisent le plus : pas de logement, de transport, de nourriture à payer, l'essentiel des gains peut être renvoyé au pays. Mais ce statut n'est guère compatible avec une migration familiale, qui implique un appartement propre, lieu d'élaboration d'une vie de famille. Dans les cas de regroupement familial, l'investissement dans le logement dans le pays d'accueil est plus élevé (financièrement comme affectivement), mais compensé par de moindres envois au pays d'origine. Construire un chez soi en migration est ainsi plus aisé dans les logiques de regroupement familial, comme l'illustre Herminia.

*Arrivée seule à Madrid il y a 16 ans, à l'âge de 35 ans, en laissant deux enfants à la garde de sa mère en Bolivie, elle travaille comme interna, puis fait venir sa fille, quand elle atteint 15 ans, comme interna dans une autre famille. Les revenus des deux femmes permettent la migration du frère, la location d'une chambre partagée à trois, et des emplois d'externas (ménages, garde de personnes âgées, aide de cuisine dans la restauration, sous traitance de couture à domicile ...). Les revenus cumulés permettent peu à peu de louer un appartement en propre (et de sous-louer des chambres aux immigrés plus récents), puis d'acheter un appartement à crédit dans un quartier populaire, et finalement de reprendre un bail de restaurant de quartier, transformé en local bolivien, où leur vie se déroule depuis six ans, les trois travaillant de concert. Cette réussite dans la construction d'un chez soi est permise par les efforts cumulés en un même endroit de la famille.*

## **2. Les entraves de l'habiter. Pratiques urbaines et invisibilité dans l'espace public**

L'habiter, au-delà de l'espace du logement, est une action, une projection, une appropriation de l'espace, « compétence des acteurs à organiser leur habitat » (LUSSAULT, 2003 : 437), ou « spatialité des acteurs individuels » (440). Les écrits sur l'habiter mobilisent fréquemment deux références : M. Heidegger et H. Lefebvre. Le premier l'envisage comme mode d'être au monde, mise en rapport poétique et spirituelle, que P. Gervais-Lambony décrit comme une dimension verticale, mettant en relation l'homme et l'univers spirituel, distincte d'une dimension horizontale à laquelle invite à réfléchir H. Lefebvre : un habiter inscrit dans le social, participation de l'individu dans la société. Suivant P. Gervais Lambony qui envisage l'habiter urbain selon ces deux axes d'une « expérience réussie d'inscription dans une

société (urbaine) et en même temps d'inscription au monde par l'intermédiaire d'un espace (urbain) » (2003 : 63), envisageons quelles contraintes pèsent sur la « réussite » de cette expérience individuelle pour les femmes migrantes ici retenues.

Les pratiques quotidiennes de l'habiter sont très majoritairement contraintes par les horaires étendus de travail, qui réduisent à leur plus stricte expression les possibilités de loisirs ou d'usage d'un temps libre. Outre l'activité professionnelle, la localisation de la cellule familiale et les moyens financiers sont déterminants. Les situations économiques très ajustées impliquent des pratiques réduites en termes de loisirs, ce qui concerne notamment les femmes ayant migré seules, aux enfants *left behind*, sur lesquelles reposent de fortes contraintes financières. La présence des femmes migrantes dans l'espace public est souvent restreinte. Les *internas* n'ont que peu d'occasions de sorties en dehors de leur jour hebdomadaire de repos, et des activités extérieures liées à leur emploi (faire le courses, promener les enfants après l'école...). Leur situation peut néanmoins présenter quelques atouts : une forme de protection, des économies maximales, et un apprentissage des coutumes locales ; cuisiner à l'espagnole, comprendre les modes de vie locaux en partageant le domicile. Si l'on reconnaît, à la suite de DE CERTEAU et al. (1994), que les pratiques culturelles de l'habiter passent aussi par le cuisiner, la domesticité peut alors constituer une forme d'apprentissage de l'habiter local, à l'abri dans un espace privé garantissant une certaine invisibilité.

L'invisibilité peut toutefois être la conséquence d'un repli dans la sphère privée du logement, en raison de la difficulté à s'approprier un espace social dont on ne maîtrise pas les codes. C'est notamment le cas de bénéficiaires des procédures de regroupement familial, arrivées à l'âge adulte ou vieillissant, sans insertion professionnelle dans le lieu d'arrivée, qui restent dépendantes de leurs proches et étrangères à la société qui les entoure.

*Alicia, originaire d'un village bolivien, a émigré tardivement (après 50 ans) dans la banlieue de Washington D.C. quand son mari, émigré de longue date, a pu la faire venir il y a huit ans après avoir régularisé sa situation et acheté à crédit une petite maison. Alicia a retrouvé ses enfants devenus adultes (tous résidant maintenant dans la région de Washington). Elle passe ses journées à garder ses petits-enfants nés aux Etats-Unis, cuisiner pour tous, faire l'intendance de la maison, et vit à l'intérieur, sauf pour amener les petits à l'école ou au jardin public. Elle ne parle pas anglais ; sa langue maternelle est le quechua. Ne sachant pas conduire, elle dépend des autres pour aller au supermarché, et souffre de cet enfermement permanent, attendant d'obtenir son passeport américain pour pouvoir partager son temps entre ses enfants aux Etats-Unis et son village bolivien, où elle peut sortir seule, aller au marché à pied, et retrouver sa sociabilité. Son mode d'habiter principalement domestique et son invisibilité dans l'espace public sont contraints par l'installation des siens dans un espace social qui lui reste étranger et peu accessible, bien qu'elle y dispose d'une situation légale.*

C'est souvent le statut migratoire qui impose une certaine invisibilisation : les sans papiers, dans la peur d'un contrôle d'identité, construisent un habiter entravé par leur statut, qui les

exclut de la société, même si leur présence relève de formes d'intégration fonctionnelles<sup>7</sup>. Les politiques des espaces d'accueil sont toutefois variables. En Espagne, les contrôles d'identité intempestifs sont nombreux, et se sont accrus depuis que la crise économique renforce le climat d'hostilité aux étrangers. Les restrictions de déplacements, les évitements de certains lieux susceptibles d'être des espaces de contrôle (sorties des bars et des boîtes de nuit, stations de métro à certaines heures, etc.), signifient un habiter entravé par la clandestinité, empreint d'une grande vulnérabilité. Si la situation évolue actuellement rapidement aux Etats-Unis en raison du renforcement des contrôles de l'immigration clandestine à l'intérieur du territoire, la liberté de mouvement des sans papiers dans la région de Washington D.C. reste plus grande qu'à Madrid, et la vie sociale dans l'espace public nord-américain moins contrainte à cette invisibilisation. L'habiter comme insertion pratique dans l'espace de la vie urbaine passe ainsi par une forme de reconnaissance, diversement accordée dans les sociétés d'arrivée, dépendant des statuts légaux comme de leur mode de gestion par les autorités locales<sup>8</sup>.

### **3. Familles transnationales : un habiter amputé ou doublé ?**

Les déclinaisons de l'habiter comme rapport de l'individu au monde, élaboré par ses projections et ses représentations, sont étroitement liées à la situation familiale de ces femmes ayant migré à l'âge adulte. Si les migrants envisagent généralement, sur le long terme, un retour sur leur lieu d'origine, leur capacité à « habiter » l'espace de destination dépend de leur possibilité de s'y projeter, au moins sur le court / moyen terme. L'évolution différenciée de la perception et de l'orientation, par les migrantes, de leur « centre de gravité » familial et affectif, permet de décliner des modes d'habiter dans les métropoles inégalement acceptés. Trois situations féminines sont ici considérées comme idéaltypiques, rendant compte de la façon dont les relations familiales et les réseaux relationnels participent du processus d'habiter.

*Margarita, 52 ans, à Madrid depuis 10 ans, est partie seule, dans l'espoir d'une situation économique meilleure pour assurer l'avenir de ses 5 enfants, laissés aux soins d'une jeune fille embauchée en Bolivie. Successivement interna, femme de ménage, garde malade, elle travaille désormais en externa, partageant une chambre avec l'un des ses fils (majeurs) qui l'a rejointe, dans un appartement loué, dont elle sous-loue des chambres à d'autres Latino-américains. Elle habite un quartier aisé de la banlieue madrilène, prisé des Boliviens malgré sa cherté, en raison de ses nombreuses offres d'emploi dans les familles bourgeoises qui y résident ; c'est un espace qu'elle connaît et pratique à son aise. Cependant, elle vit complètement préoccupée de*

---

<sup>7</sup> C'est bien là toute l'hypocrisie des politiques de contrôle migratoire. Les clandestins sont des ressources nécessaires aux fonctionnements économiques locaux (ils ont des emplois, sont recherchés pour la docilité induite par la vulnérabilité de leur statut, et leurs faibles salaires), mais sont exclus des droits sociaux des citoyens ordinaires.

<sup>8</sup> Cette situation évolue rapidement avec la mise en place de nouvelles mesures législatives de contrôle à l'échelle des territoires des Etats et des juridictions locales états-uniennes. Cf. CAPPS et al. (2011).

*la situation de ses enfants, leur envoyant toutes ses économies et s'empêchant de « vivre bien », sans ayant pu revenir chez elle, tant sa situation économique, malgré le cumul de ses emplois et l'obtention de papiers, reste précaire au regard des besoins émanant de Bolivie. Son habiter, fait de souffrances, reste affectivement et pratiquement amputé de ses enfants.*

*Monica, 31 ans, est arrivée à Madrid sur l'invitation de sa soeur, en laissant deux jeunes enfants aux soins de ses parents et de leur père, dont elle s'est séparée avant d'émigrer. Elle dit les appeler presque tous les jours depuis 7 ans, mais ne les a jamais revus depuis son départ (hormis en photo sur Facebook), et leur envoie moins d'argent qu'au début. Elle projette de retourner bientôt leur rendre visite, et un jour de construire sa maison sur le terrain que lui a légué son père, mais son inscription est d'abord madrilène. Cela s'explique par l'évolution de sa vie personnelle (elle s'est mariée un Colombien, a eu un enfant), professionnelle (elle a repris un local bolivien à Madrid avec son mari, tout en continuant ses divers emplois de domestique / femme de ménage), et par l'importance de ses réseaux familiaux, tant en Bolivie (sa mère, ses frères, qui aident ses enfants, leur père, contribuant aussi à leur éducation) qu'en Espagne (où vivent aussi deux soeurs, leurs conjoints, ses neveux). Le réseau familial bolivien lui permet de ne pas faire reposer sur ses seules épaules la responsabilité de l'éducation de ses enfants, et le réseau en Espagne favorise son insertion locale (accès à l'emploi, au logement, à une certaine sociabilité). Son « centre de gravité » a basculé avec son remariage, la naissance de son enfant (espagnol), et l'investissement professionnel : elle construit un habiter madrilène.*

*Dora, la soixantaine, est arrivée à Madrid à 45 ans pour la naissance de sa petite-fille, sa fille ayant émigré quelques années auparavant. Le séjour est devenu résidence ; son mari l'a rejointe, ils ont acquis la double nationalité. Après quelques années de galères (petits boulots, emplois domestiques), les économies familiales (Dora, ses trois enfants, plusieurs frères et soeurs) ont permis d'ouvrir le premier restaurant bolivien de Madrid, bientôt suivi d'un second, puis d'un bar. La gestion est familiale (frères, soeurs, cousins, enfants et parents y travaillent), le restaurant un succès, Dora et son mari peuvent acheter un appartement à Madrid, investir dans l'amélioration de la maison des parents de Dora en Bolivie, envisager l'achat d'un terrain à proximité, et circuler annuellement en s'offrant un mois de pause dans leur pays d'origine, auprès des autres membres de leur famille et de leurs amis. L'habiter transnational est ici possible et positivement vécu, ce que permettent des doubles investissements financiers construits sur une certaine réussite, comme un réseau familial et amical étendus tant en origine qu'à destination.*

Selon la localisation familiale, mais aussi le fonctionnement des réseaux familiaux élargis, l'habiter peut ainsi être amputé, c'est-à-dire bâti sur une souffrance générée par l'éloignement des siens, et une projection dominante vers l'espace d'origine (Margarita), ou comment cet habiter peut être plus stabilisé, grâce à un basculement du centre de gravité familial positivement vécu (Monica), comment enfin l'habiter peut être presque doublé, entre espace d'origine et ville d'accueil (Dora).

## **Conclusion**



Assez loin des figures de l'émancipation féminine décrite par certains travaux sur l'empowerment permis par la migration, ou d'une vision optimiste de la circulation transnationale, les migrations de ces femmes adultes rappellent que l'habiter, dans les métropoles contemporaines célébrées pour leur multiculturalisme et leur insertion dans la globalisation, est aussi un processus de construction individuelle négocié avec de fortes contraintes. Comment habiter la métropole sans y être chez soi ? Comment s'inscrire dans un espace social en le méconnaissant, en n'y ayant guère de droits ? Comment échafauder un rapport au monde positif et situé, quand les familles sont séparées sans possibilité de circuler pour se retrouver ? L'habiter, souvent entravé par une société peu accueillante, amputé par des séparations subies qui rendent illusoire l'élaboration d'un « habiter dans le voyager », peut-il devenir une expérience positive d'inscription dans les métropoles de la migration ? Le dépassement des contraintes implique des choix en termes de recomposition familiale, d'autant plus importants que les femmes migrantes à l'âge adulte sont souvent pivots des relations de famille ; il requiert aussi l'acquisition de clés, économiques mais aussi statutaires, qui donnent à la liberté de circulation la possibilité de générer des modes d'habiter métropolitains réussis, non incompatibles avec des ancrages transnationalement maintenus.

## **Bibliographie**

- BABY-COLLIN V., CORTES G., MIRET N. (2009). Migrants andins en Espagne, ruptures et continuités d'une géographie économique de l'immigration. *Méditerranée*. N°113. p. 41-54.
- BASCH L., GLICK SCHILLER N., BLANC-SZANTON C. (1994). *Nations Unbound : Transnational Projects, Postcolonial Predicaments, and Deterritorialized Nation-States*. Amsterdam. Gordon and Breach.
- BOUILLON F. (2009). *Le monde du squat*. Paris. Le Monde, PUF.
- BRYCESON D., VUORELA U. (2002). *The Transnational Family: New European Frontiers and Global Networks*. Oxford. Berg Publishers.
- CAPPS R., ROSENBLUM M., RODRIGUEZ C., CHISHTI M. (2011). *Delegation and divergence : a study of 287(g) State and Local Immigration enforcement*. Washington DC. Migration Policy Institute. 67 p.
- DE CERTEAU M., GIARD L., MAYOL P. (1994). *L'invention du quotidien ; 2. Habiter, cuisiner*. Paris. Folio essais.
- DONATO K., GABACCIA D., HOLDAWAY J., MANALANSAN M., PESSAR P. (2006). A glass half full ? Gender in migration studies. *International migration review*. Vol40. N°1. P. 3-26.
- EHRENREICH B., HOCHSCHILD A. (2003). *Global Woman: Nannies, Maids and Sex Workers in the New Economy*. New York. Metropolitan Books.
- FAIST T. (1998). Transnational Social Spaces of International Migration: Evolution, Significance, and Future Prospects. *Archives européennes de sociologie*. vol. 39. no 2. p. 213-247.

- GERVAIS-LAMBONY P. (2003). *Territoires citadins, 4 villes africaines*. Paris. Belin.
- LUSSAULT M. (2003). Habiter. In LEVY J., LUSSAULT M. *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Paris. Belin. p. 440-442.
- MOROKVASIK-MULLER, EREL U., SHINOZAKI K. (2003). *Crossing borders and shifting boundaries. Vol 1. Gender on the move*. Germany. International women's university.
- OSO CASAS L. (2008) L'intégration des Latino-américain(e)s sur le marché du travail en Espagne. Le rôle des femmes. In YEPEZ I., HERRERA G. (ed), *Nouvelles migrations latino-américaines en Europe, bilans et défis*. Barcelona. OBREAL. UCL. p.221-240.
- PARREÑAS R.S. (2005). *Children of Global Migration: Transnational Families and gendered Woes*. Stanford University Press.
- RAZY E., BABY-COLLIN V. (dir.) (2011). *La famille transnationale dans tous ses états. Autrepart*, n°57-58. Paris. Presses de Sciences Po.
- ROULLEAU-BERGER L. (2010). *Migrer au féminin*. Paris. PUF.
- URRY J. (2005). *Sociologie des mobilités. Une nouvelle frontière pour la sociologie ?* Paris. Colin U.